

ÉDUCATION ■ Les enseignants de langue unis contre la réforme des collèges

Effets et défauts de traduction



« TOUCHE PAS À MA LANGUE ». Des enseignants déterminés à se faire entendre. PHOTO P. CHAREYRON

« Non ! », quel qu'en soit l'accent, est une interjection que tout le monde peut comprendre. C'est donc pour réaffirmer leur rejet d'une réforme que les enseignants de langues étaient mobilisés hier devant le rectorat d'académie à Clermont.

Pour peu nombreux qu'ils fussent - à peine une vingtaine -, rassemblés, hier, devant le rectorat ; qu'ils le disent en allemand, italien ou anglais, c'est sur le mode espéranto et d'une même voix que les professeurs de langues (vivantes en grande majorité) ont exprimé leur refus de la réforme des collèges désormais décrétée.

« Une réforme incompréhensible, dans le fond comme dans la forme », synthétise Fabien Claveau, délégué du Syndicat national des enseignements de second degré (Snes-FSU). « Qui, sous prétexte d'instaurer une pseudo-équité, va tirer tout l'enseignement des langues vers le bas. Creusant plus encore les disparités qui existent déjà entre les monstres que sont l'anglais et l'espagnol au détriment des parents pauvres que sont les idiomes

transalpins ou ceux de l'autre-Rhin. » Ce dernier ne recueillant qu'à peine 20 % d'audience au regard de son homologue shakespeareen.

« Ainsi, poursuit le syndicaliste enseignant, ce sont, à terme, des options éthiques qui vont être déshéritées, des horaires supprimés et, par delà, inévitablement des postes ». ■

Mobilisation jusqu'à la manif du 11 juin

« Alors, s'insurgent aux portes voix des manifestants, comment lire et traduire cet étrange paradoxe qui fait qu'un gouverne-

ment qui a prétendument fait de l'éducation une priorité en vienne à supprimer des classes bilingues ou celles, européennes, arbitrairement jugées trop élitistes. » Et l'élu syndical de reprendre : « nous ne sommes pas hostiles à une réforme des collèges, mais en tout état de cause, certainement pas celle-là. Pas davantage que nous ne refusons un enseignement des langues dès le primaire, mais à la condition qu'on lui donne les moyens en termes de formation, de recrutement et qui plus est de véritable temps. » « Les textes, en effet, semblent

prévoir certaines options linguistiques renvoyées à des pratiques extra-disciplinaires dont le temps cependant serait pris sur celui des disciplines. Comment prétendre à une égalité des chances et viser une excellence globale, dès lors que l'on devra faire avec moins. »

Pour leur part, les enseignants linguistes comptent bien rester mobilisés. Samedi déjà, devant la préfecture, où ils sont appelés à de nouveau se rassembler. Et jusqu'à la manifestation nationale prévue pour réunir, le 11 juin, l'ensemble de la profession. ■

JUSQU'AU 30 AOÛT